



# Le nouveau gouvernement ne doit pas oublier la place spécifique que représentent les 17 millions de retraité·es

5 juillet 2020



U  
N  
I  
R  
S  
Union  
Nationale  
Interprofessionnelle des  
Retraités et retraitées  
Union  
syndicale  
Solidaires

*Lettre de 9 organisations de retraité·es au 1er Ministre demandant, avant qu'il ne décide de la composition du gouvernement, de penser à un quart de la population, aux 17 millions de retraité·es qui ont besoin d'un·e ministre ou au minimum un·e secrétaire d'État, après avoir payé le prix fort pendant la crise sanitaire, pendant l'élaboration d'une loi sur le 5e risque. Les retraité·es ont disparu des différentes instances alors qu'ils jouent un grand rôle dans la société, cela ne doit plus durer.*



Paris, le 05 juillet 2020

Monsieur le Premier ministre  
57, Rue de Varenne,  
75007 Paris

Monsieur le Premier ministre,

Dans les prochaines heures nous allons connaître la composition du prochain gouvernement.

Le précédent gouvernement avait fait le choix de ne pas avoir de ministère des personnes âgées ni même un secrétariat d'Etat aux personnes âgées. Cela a montré le peu d'intérêt qu'il portait aux plus de 17 millions de personnes concernées.

L'actualité avec la pandémie a démontré combien les retraité.es ont payé cher la crise sanitaire, plus de 80% des décès !

La loi sur l'adaptation de la société au vieillissement a fait disparaître le terme de retraités dans les différentes instances représentatives (Haut conseil de l'âge, conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie, etc.)

Nous refusons de laisser écrire que nous pesons trop lourd dans la dépense publique au moment où, à la sortie du confinement, les retraités reprennent pleinement leur rôle dans la société, ils assurent un rôle indéniable dans la société : solidarité et transmission entre générations, bénévolat associatif, fonctions politiques - notamment dans les communes- ... contribuant aussi à pallier les carences de l'État en apportant leurs aides envers enfants, petits-enfants et parents en perte d'autonomie.

Les 17 millions de retraités ont besoin d'un ministère pour les représenter. La situation des retraité-es continue de se dégrader. Une loi sur le 5<sup>e</sup> risque est en œuvre. Son projet nous inquiète déjà.

Les retraités méritent bien un interlocuteur spécifique. C'est pour cela que nous venons vers vous pour que ce nouveau gouvernement n'oublie pas la place spécifique que représentent les 17 millions de retraité-es.

Dans l'espoir d'être entendu, recevez monsieur le Premier ministre l'expression de nos salutations les plus respectueuses.

Pour les organisations ci-dessous :

Olivier Jouchter (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Didier Hotte (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Jacqueline Valli (UNAR-CFTC, 128 avenue Jean Jaurès, 93697 Pantin cedex)

Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)

Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain Rolland, 93260 Les Lilas)

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Marc Le Disert (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Francisco Garcia (Ensemble & solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Michel Denieault (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)

Olivier Jouchter  
Secrétaire Général-Adjoint  
de l'UCR-CGT

- [Emplacement : ré-agir ensemble](#) > [Mobilisations et actualités](#) > [Actualités](#) >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Le-nouveau-gouvernement-ne-doit-pas-oublier-la-place-specifique-que>